Contribution du secteur CPE N° 1 (Thème 2, Fiche 4)

Vers un nouveau mandat AED ?

Comment rendre plus attractive la mission d'AED pour les étudiants, et particulièrement ceux se destinant aux métiers de l'éducation, afin de recruter massivement de jeunes adultes dans tous les établissements?

Que faut-il envisager pour les AED actuellement en poste, qui ne rentrent pas dans ce cadre et qui souhaitent poursuivre leur activité ?

Quelques constats

- Vingt ans après la création des AED, leur situation est très dégradée du fait de l'étendue de leurs missions et de la précarité qui pèse sur leur activité : recrutement local, contrats courts, manque de personnels, remplacement non assuré... Le manque d'attrait salarial, les conditions de travail dégradées, l'impossibilité de concilier études et temps de présence plus important dans les établissements scolaires ont entraîné une crise de recrutement. Le nombre d'étudiant.es est en baisse et inexistant dans certains territoires malgré les besoins en matière d'action éducative (selon le ministère, un quart des 63 000 AED seraient étudiants).

- Les nombreuses mobilisations récentes d'AED à l'occasion de la crise sanitaire, soutenues par le SNES-FSU, ont mis en évidence la précarité inacceptable créée par la réforme de 2003 notamment dans une période de chômage de masse qui rend les conditions d'insertion dans la vie professionnelle très tendues.

- Le recrutement local des équipes de surveillance, imposé par la transformation des maîtres d'internat et des surveillants d'externat (MI-SE) en AED en 2003, a été le cheval de Troie du nouveau management public pour nos métiers et notamment celui de Conseiller Principal d'Éducation. Trop souvent, le CPE est attendu en appui fonctionnel du chef d'établissement, en « *chef de service* » chargé du recrutement et de la gestion des AED aux dépens de ses missions éducatives (cette gestion des ressources humaines tend à devenir parfois, en dehors de tout texte réglementaire, une mission uniquement supportée par les CPE). La volonté du gouvernement de CDiser les AED au delà des 6 années de contrat ne peut que renforcer ces dérives managériales.

- Suite aux effets délétères de la crise sanitaire (des vies scolaires mises à rude épreuve) et dans le contexte des élections professionnelles de décembre 2022, plusieurs organisations syndicales se positionnent actuellement en faveur de cette CDisation (UNSA, SGEN-CFDT, SNALC...), tandis que d'autres portent le mandat d'un quasi statut de fonctionnaire (CGT, FO, SUD...).

Tous ces éléments, au delà des discours démagogiques de certaines organisations syndicales, interrogent nos mandats tant les collègues AED sont en attente de stabilité et de sécurité et nous obligent à réfléchir rapidement à nos revendications .

Faire en sorte que la défense juste des AED ne soit pas un piège pour eux d'abord. Intégrer l'intérêt des élèves dans notre réflexion.

Faire disparaître le statut actuel est une exigence, réfléchir à un « nouveau type de surveillant » certainement une nécessité au vue du contexte actuel.

Olivier Raluy et Clarisse Macé pour le secteur CPE